



Déclaration de l'UNSA Éducation

CTA du 9 novembre 2018

Monsieur le Recteur

Mesdames, Messieurs les membres du CTA

Nous sommes aujourd'hui 9 novembre réunis pour le bilan de la rentrée 2018-2019. Globalement la rentrée s'est bien passée : les élèves ont des professeurs devant eux, des outils promis ont pris du retard mais sont maintenant en place, les personnels non enseignants (personnels de direction, d'éducation, administratifs, de service social, de santé, inspecteurs, ITRF, chefs de travaux (DDFPT)...) ont pris leurs postes et assurent, le plus efficacement possible leurs fonctions malgré les 6 suppressions de postes chez les administratifs.

Les services et personnels de l'éducation se sont encore une fois donnés à fond pour pouvoir permettre aux usagers que sont les élèves d'apprendre dans les meilleures conditions possibles avec les moyens donnés.

Oui mais voilà, les collègues sont fatigués. Fatigués de s'adapter, souvent sans formation ou trop peu, à leur outil de travail. Fatigués du temps de plus en plus long passé devant la messagerie. Fatigués de voir que l'on ferme ou menace de fermer des établissements publics de centre-ville, alors que les établissements privés sont pleins et que des extensions de ceux-ci sont prévues. Fatigués de voir que malgré les promesses, aucun appel d'offre n'a été engagé pour la création d'un collège public à Beaupreau. Fatigués des réformes qu'il faut mettre en place sans connaître les moyens, les buts pédagogiques et à la va vite. Fatigués de voir leur champ professionnel et donc leur charge de travail s'élargir par manque de moyens. Fatigués des déménagements, sans même que la consultation des CHSCT soit faite. Fatigués de voir que les fiches RSST ne sont toujours pas électroniques et ne remontent pas systématiquement aux représentants des CHSCT. Fatigués de se rendre compte que les CHSCT ne peuvent pas remplir leur rôle de visite de l'ensemble des établissements et services durant un mandat. Fatigués du recrutement des contractuels peu ou pas formés et utilisés comme variable d'ajustement. Fatigués de réclamer tous les ans une visite médicale régulière pour l'ensemble des personnels. Fatigués d'avoir des demandes de temps partiels refusés. Fatigués d'avoir des décharges de service, par exemple pour pouvoir exercer un mandat syndical, sans décharge de travail correspondant. Fatigués, fatigués, fatigués..... la liste est longue et incomplète. Pour certains nous assistons même à des « burn out ». Le mal être au travail est de plus en plus prégnant parmi nos collègues, quelques soient les métiers qu'ils exercent.

Monsieur le Recteur, il est grand temps, pour vous comme pour l'ensemble des personnels de l'éducation, que le Gouvernement prenne enfin les dispositions qui nous permettent d'exercer nos métiers dans de bonnes conditions et de proposer un service public de plus grande qualité. Le gouvernement souhaite que le service public se rapproche du service privé. A l'Unsa nous voulons le meilleur. Pourquoi ne pas prendre le meilleur des deux côtés ? Par exemple dans le privé, quand il y a du travail, on recrute !

Devant tous ces constats de fatigue, à l'Unsa nous avons décidé d'agir, de parler des risques professionnels avec ceux qui souhaitent prendre un peu de recul. Le 18 octobre dernier, nous avons organisé une formation le matin, suivie d'un colloque l'après-midi, sur les risques psychosociaux. Car pour l'Unsa, quand on parle de risques c'est que l'on veut la qualité ! Et nous voulons la qualité du service public. Un peu plus de 250 personnes de la fonction publique étaient présentes à cet évènement. Nous avons filmé l'intégralité du colloque, afin qu'il soit disponible au plus grand nombre, et l'ensemble des personnels de l'éducation nationale a reçu, le 2 novembre dernier, un lien pour y accéder via sa messagerie professionnelle. A l'Unsa nous pensons qu'il est possible de faire beaucoup mieux à la fois pour les usagers, mais aussi pour les personnels. Mais la première priorité reste de nous en donner les moyens.

Le gouvernement a annoncé la suppression de 1800 postes dans l'éducation nationale dont 400 pour les ATSS. En réponse à cette annonce, nous userons du meilleur moyen que nous connaissons : nous serons en grève le 12 novembre prochain en même temps que l'enseignement agricole et en soutien aux collègues de Jeunesse et Sports déjà très actifs et qui sont eux aussi touchés. Ce sera l'occasion de montrer notre opposition aux choix budgétaires proposés et de demander au Gouvernement un autre budget pour l'enseignement scolaire public et une politique éducative à l'écoute des personnels.